

25X1

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140013-2

Page Denied

25X1

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140013-2

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140013-2

*LES VRAIS MOTIFS DES CALOMNIES
DIRIGÉES CONTRE LA YOUGOSLAVIE*

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140013-2

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140013-2

J. B. TITO

**LES VRAIS MOTIFS
DES CALOMNIES
DIRIGÉES
CONTRE LA YOUGOSLAVIE**

*DISCOURS PRONONCE
AU COURS DE LA DISCUSSION DU BUDGET
A L'ASSEMBLEE FEDERALE
LE 27 DECEMBRE 1948*

LE LIVRE YOUGOSLAVE

1949

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140013-2

Camarades députés,

En abordant la discussion du projet de loi du Budget général d'Etat pour l'année 1949, nous devons souligner que cette année c'est pour la première fois que nous présentons notre budget exactement à temps, sans ajourner sa présentation de quelques mois, comme ce fut le cas pour les années précédentes. Ce retard entraînait une série de conséquences préjudiciables à notre économie, surtout en ce qui concerne sa planification; la présentation de notre Budget général en temps opportun nous permettra d'établir à temps le plan de l'année prochaine, de l'année 1949. Ceci représente pour nous un grand succès qui prouve que nous avons déjà surmonté, en substance, les difficultés fondamentales de l'économie planifiée, c'est-à-dire que nous avons réussi à assimiler, quant au fond, les méthodes de l'édification sociale planifiée.

Le projet du Budget général d'Etat pour l'année 1949 démontre clairement l'accroissement rapide de notre puissance économique. Il montre

qu'en dépit de tous les obstacles, nous progressons dans la réalisation de notre Plan quinquennal, et que nous avons déjà obtenu dans ce domaine des résultats importants. Si nous examinons la structure de notre projet de budget pour l'année 1949, tant en ce qui concerne le budget fédéral que les budgets républicains, nous constatons que ce budget est supérieur de plus de 37 milliards de dinars à celui de l'année précédente, que les investissements destinés à l'amélioration du standard social sont fixés cette année, dans le budget fédéral et les budgets républicains à 26 milliards 205 millions de dinars, alors que les investissements engagés à cet effet l'an dernier ne représentaient qu'un peu plus de 13 milliards de dinars; qu'une somme de 8.625.809.000 de dinars est prévue cette année pour l'instruction publique et le développement culturel, ce qui représente environ 2 milliards de plus qu'en 1948; que les prévisions pour la sécurité sociale et la santé publique se chiffrent cette année par 22.305.338.000 de dinars, soit plus de 4 milliards de plus que l'année passée. Or, ces chiffres à eux seuls constituent la meilleure preuve de notre marche vers le Socialisme.

Les 51 milliards 195 millions de dinars consacrés à l'édification capitale, c'est-à-dire à la réalisation de notre Plan quinquennal, sont aussi une preuve évidente de notre orientation socialiste. Tout ceci prouve que les efforts déployés l'an dernier par nos travailleurs ont été couronnés de grands succès.

Au cours de ces débats, camarades, il conviendra aussi de signaler hardiment les faiblesses, les

Camarades députés,

En abordant la discussion du projet de loi du Budget général d'Etat pour l'année 1949, nous devons souligner que cette année c'est pour la première fois que nous présentons notre budget exactement à temps, sans ajourner sa présentation de quelques mois, comme ce fut le cas pour les années précédentes. Ce retard entraînait une série de conséquences préjudiciables à notre économie, surtout en ce qui concerne sa planification; la présentation de notre Budget général en temps opportun nous permettra d'établir à temps le plan de l'année prochaine, de l'année 1949. Ceci représente pour nous un grand succès qui prouve que nous avons déjà surmonté, en substance, les difficultés fondamentales de l'économie planifiée, c'est-à-dire que nous avons réussi à assimiler, quant au fond, les méthodes de l'édification sociale planifiée.

Le projet du Budget général d'Etat pour l'année 1949 démontre clairement l'accroissement rapide de notre puissance économique. Il montre

— 6 —

qu'en dépit de tous les obstacles, nous progressons dans la réalisation de notre Plan quinquennal, et que nous avons déjà obtenu dans ce domaine des résultats importants. Si nous examinons la structure de notre projet de budget pour l'année 1949, tant en ce qui concerne le budget fédéral que les budgets républicains, nous constatons que ce budget est supérieur de plus de 37 milliards de dinars à celui de l'année précédente, que les investissements destinés à l'amélioration du standard social sont fixés cette année, dans le budget fédéral et les budgets républicains à 26 milliards 205 millions de dinars, alors que les investissements engagés à cet effet l'an dernier ne représentaient qu'un peu plus de 13 milliards de dinars; qu'une somme de 8.625.809.000 de dinars est prévue cette année pour l'instruction publique et le développement culturel, ce qui représente environ 2 milliards de plus qu'en 1948; que les prévisions pour la sécurité sociale et la santé publique se chiffrent cette année par 22.305.338.000 de dinars, soit plus de 4 milliards de plus que l'année passée. Or, ces chiffres à eux seuls constituent la meilleure preuve de notre marche vers le Socialisme.

Les 51 milliards 195 millions de dinars consacrés à l'édification capitale, c'est-à-dire à la réalisation de notre Plan quinquennal, sont aussi une preuve évidente de notre orientation socialiste. Tout ceci prouve que les efforts déployés l'an dernier par nos travailleurs ont été couronnés de grands succès.

Au cours de ces débats, camarades, il conviendra aussi de signaler hardiment les faiblesses, les

lacunes et les erreurs qui chez nous sont encore nombreuses. Nous devons les déceler afin de les éliminer au plus tôt et de pouvoir réaliser ainsi au cours de l'année 1949 de nouveaux et rapides progrès.

Au seuil de cette année du quinquennat, permettez-moi de passer brièvement en revue l'année qui vient de s'écouler et qui a été l'année de nos plus grands efforts. Je m'efforcerai de vous donner un tableau approximatif de nos succès, de nos insuffisances et de nos erreurs, ainsi que de nos difficultés. L'année 1948 a véritablement été à tous les points de vue, l'année la plus dure de la période d'après-guerre. Nous pensions, certes, que l'année serait dure, mais des difficultés imprévues ont surgi qui ont pris des proportions aussi vastes qu'inattendues. Nous n'avons pas moins surmonté, malgré tout, les difficultés prévues et imprévues de cette année, et cela grâce à l'unité de nos peuples, grâce à la haute conscience et à l'abnégation de nos travailleurs.

Au cours de la réalisation des tâches assignées par le Plan de 1948, une grande et précieuse expérience a été acquise dans tous les domaines de l'activité économique et sociale. Elle nous servira l'année prochaine à éviter plus facilement et à surmonter plus rapidement les diverses faiblesses et insuffisances.

Tout en luttant contre les difficultés intérieures, nous nous sommes heurtés l'an dernier à des difficultés extérieures imprévues, qui nous étaient créées de tous côtés pour nous empêcher de réaliser notre Plan quinquennal, pour nous empêcher

— 8 —

d'édifier le socialisme dans notre pays. Il ne faut pas croire que ces difficultés n'ont commencé à se manifester que pendant le deuxième semestre de l'année 1948. Non, elles lui sont antérieures, mais elles se sont particulièrement aggravées pendant les six derniers mois et ont pris une telle ampleur qu'elles revêtent maintenant un caractère hostile. Si je dis « hostile », c'est qu'à l'heure actuelle, les diverses inventions et calomnies sont renforcées par une pression économique concrète, c'est que divers accords et engagements contractés par des pays alliés et amis ont été gravement enfreints.

De telles pratiques étaient inusitées jusqu'ici, même dans les rapports entre pays capitalistes, c'est-à-dire qu'elles étaient tout-à-fait inconnues dans les relations internationales en général. Pourquoi en est-il ainsi ? Il est maintenant évident que ce n'est pas à cause de l'un ou l'autre de nos dirigeants. Il devient également évident que ce n'est pas à cause d'une déviation idéologique quelconque de notre part. Ce n'est pas non plus à cause de notre prétendue déviation vers le camp socialiste, quels qu'aient été les efforts de la réaction capitaliste, et même les désirs de certains dirigeants communistes de la voir se réaliser.

Je m'arrêterai, néanmoins, un peu plus longtemps sur cette question, car elle a une forte répercussion sur notre vie intérieure. La campagne déchaînée actuellement non seulement en Occident, mais aussi dans les pays de démocratie populaire, affecte notre pays tout entier et nous cause un grave préjudice tant moral que matériel. Un préjudice moral, parce que, jusqu'à présent, nous n'avons pas voulu parler beaucoup des

causes réelles de cette situation. Mais les choses sont arrivées aujourd'hui à un tel point que nous devons en dire davantage, sinon tout, pour des raisons bien compréhensibles.

Il suffit de lire divers journaux et d'écouter les émissions de radio, non seulement d'Europe occidentale mais aussi de Budapest, de Bucarest, de Prague, de Varsovie, de Sofia, etc. pour comprendre, sans être trop perspicace, de quoi il s'agit. On se rend compte alors en quoi consiste notre péché : c'est de vouloir édifier le socialisme au plus tôt et d'être en train de l'édifier; c'est d'électrifier et industrialiser notre pays, de ne pas demeurer un pays agricole arriéré qui ne fait que livrer ses matières premières à d'autres pays pour en recevoir ensuite des produits manufacturés; c'est de ne pas vouloir que notre pays soit une source de matières premières pour les pays possédant une industrie développée et qu'il continue à leur acheter des produits industriels coûteux, que nos peuples demeurent pauvres et arriérés, que leur niveau de vie et de culture reste bas et qu'ils continuent à peiner et à se débrouiller tant bien que mal et à être traités de Balkaniques incultes et retardataires. Non. Aussi longtemps que subsistera le système de commerce capitaliste, c'est-à-dire l'échange des biens, même entre pays socialistes, où chacun s'efforce de vendre le plus cher possible et d'acheter le meilleur marché possible, nul n'a le droit d'interdire à qui que ce soit de mettre tout en œuvre pour utiliser au maximum ses propres possibilités et d'améliorer le standard de vie dans des pays aussi arriérés que fut le nôtre par exemple, malgré ses grandes richesses naturelles.

— 10 —

Nous n'avons nullement été surpris lorsque les réactionnaires occidentaux ont attaqué notre Plan quinquennal en le qualifiant d'ambitieux et d'irréalisable. Mais nous avons été vivement étonnés lorsque nos amis de l'Est ou plutôt les diverses personnalités dirigeantes des pays de démocratie populaire nous ont fait le même reproche. Immédiatement après la promulgation de notre Plan quinquennal, certaines personnes responsables de ces pays se sont mises à faire diverses déclarations qui nous ont vivement frappés. Il ressort logiquement de ces déclarations que nous devons nous borner à ensemercer nos champs, — et cela d'une façon extrêmement primitive, — et à ne nous occuper que de fournir des matières premières pour alimenter l'industrie des pays amis industriellement très évolués. Certains de ces prétendus détenteurs de la sagesse marxiste étayaient même leurs opinions bizarres de citations empruntées au marxisme-léninisme. Or, c'est précisément du point de vue de la théorie marxiste-léniniste que ces opinions sont erronées. En vertu de cette théorie, il est juste de créer l'industrie là où existent les matières premières.

Si, par exemple, nous avons conçu le plan de créer une industrie lourde sans que fussent réunies dans notre pays les conditions nécessaires, si nous manquions de minerai de fer et étions obligés d'en importer ou plutôt d'en demander aux pays de démocratie populaire possédant déjà une industrie lourde, ce serait une erreur. Ces pays seraient alors en droit de rejeter notre demande, en supposant que leur capacité fût suffisante pour satisfaire également nos besoins. Or, nous possédons assez de minerai de fer dans notre pays pour

pouvoir édifier une industrie lourde puissante et pour avoir encore un excédent de minerai que nous pouvons céder à d'autres pays, et en premier lieu, cela va sans dire, aux pays de démocratie populaire, en échange des produits qui nous font défaut. Si, par exemple, nous construisions nos propres cokeries sans avoir de quoi faire du coke, c'est-à-dire sans avoir de houille à distiller, on serait en droit de nous le reprocher et de refuser de nous livrer de la houille. Mais nous avons de la houille à cokéfier, nous pouvons et nous devons fabriquer notre coke nous-mêmes, sans quoi nous ne pourrions développer notre industrie lourde, c'est-à-dire qu'il nous faudrait des moyens matériels et de transport considérables pour importer de l'étranger tout le coke nécessaire à notre nouvelle industrie lourde. La situation est identique en ce qui concerne notre cuivre. Pourquoi ne traiterions-nous pas notre cuivre dans le pays même et n'exporterions-nous pas ensuite les produits industriels ? Il en est de même pour la bauxite que nous possédons en quantités énormes. Pourquoi ne traiterions-nous pas la bauxite dans notre pays, pourquoi ne satisferions-nous pas nos besoins et n'exporterions-nous pas l'excédent aux pays qui en manquent ? Même question lorsqu'il s'agit d'autres minerais, tels que les minerais d'antimoine et d'autres métaux non-ferreux qui existent chez nous en quantités suffisantes non seulement pour couvrir nos propres besoins mais aussi pour en donner à nos amis, s'ils en ont besoin et s'ils nous aident à mécaniser et à moderniser notre extraction et à édifier notre industrie lourde le plus tôt possible. Toutefois, si nos alliés des pays de démocratie populaire ne veulent pas nous

— 12 —

aider, s'ils violent les accords et les engagements qu'ils ont pris envers nous, il va de soi que nous devons dans ce cas vendre nos matières premières ailleurs, fût-ce même aux pays capitalistes, pour pouvoir acheter les différentes machines dont nous avons besoin pour la mécanisation de nos mines, pour notre industrie lourde, etc.

On nous accuse de subir de plus en plus l'influence des pays capitalistes et comme preuve à l'appui on cite le fait que nous avons reçu de l'Amérique une partie de notre or et que nous concluons des accords commerciaux avec différents pays d'Occident. Eh bien ! Voyons ce qu'il en est. Sommes-nous les seuls à avoir récupéré nos avoirs longtemps et indûment bloqués et sommes-nous les seuls à passer des accords commerciaux avec les pays capitalistes ?

Puisqu'il s'agit de la récupération de notre or d'Amérique, qui nous a coûté fort cher car nous avons dû en céder un tiers pour payer des dettes diverses, je citerai ici quelques exemples de ce qui s'est passé à ce point de vue dans les pays qui nous accusent :

La Tchécoslovaquie, notamment, est un des premiers pays dont les avoirs ont été débloqués tant en Angleterre qu'aux Etats-Unis d'Amérique et cela dès les années 1945 et 1946. Son avoir en Angleterre a été débloqué le 1^{er} novembre 1945 et, en Amérique, le 26 avril 1946. A cette occasion se trouvait simultanément libérée une quantité considérable d'avoirs appartenant à des particuliers. Je me bornerai à mentionner que l'avoir officiel de la Tchécoslovaquie débloqué fin 1945 s'élevait

-- 13 --

à 39.800.000 dollars, dont 35.100.000 dollars-or et 4.700.000 dollars de créances à court terme. Il va de soi que ce n'est pas tout, ce qui n'a d'ailleurs pas d'importance ici. L'important c'est que la Tchécoslovaquie a réclamé son avoir et qu'elle l'a obtenu — comme elle en avait le droit.

L'avoir de la Pologne en Amérique a été libéré le 7 janvier 1947, son avoir au Canada au début de la même année, et son avoir en Angleterre le 19 juin 1947. L'avoir de la Pologne débloqué aux U.S.A. s'élevait à 27.550.000 dollars-or et comportait également des créances à court terme en dollars d'une valeur de 9.300.000 dollars. Son avoir au Canada s'élevait à une valeur de 19.127.000 dollars-or. La quantité d'or débloqué en Angleterre n'a pas été publiée, mais autant qu'on le sache, elle était de l'ordre de 30 millions de dollars. De cette façon, la Pologne a récupéré en 1947 dans les pays capitalistes un avoir en or représentant environ 70 millions de dollars.

Prenons ensuite la Hongrie. Au cours de la guerre, la Hongrie s'est battue aux côtés de l'Allemagne et, lors de la retraite des Allemands, les capitalistes hongrois fuyant de Hongrie ont emporté avec eux des quantités considérables de valeurs et d'or. Les autorités d'occupation américaines en Allemagne ont restitué au gouvernement hongrois, en septembre 1946, environ 29.000 kilogrammes d'or, d'une valeur de 32 millions de dollars. La Hongrie a donc reçu plus que nous de l'Amérique.

On sait également que le gouvernement roumain a obtenu, fin 1947, le déblocage d'une partie

-- 14 --

de son or bloqué aux U.S.A. afin de l'utiliser à des fins commerciales. Il s'agissait là de près de 10 millions de dollars.

Telle est donc la situation. Or, il ne nous est jamais venu à l'idée, pas plus qu'à qui ce soit au monde, que ces pays, parce qu'ils avaient récupéré leur or bloqué pendant la guerre dans divers pays d'Occident, étaient tombés sous l'influence des pays capitalistes. Alors, pourquoi nous fait-on ce reproche, à nous ? Allons plus loin. Jusqu'à ce jour nous n'avons obtenu aucun emprunt, aucun crédit important dans les pays d'Occident. Où en sont les choses sur ce point pour les pays de démocratie populaire ?

Le gouvernement polonais, par exemple, a reçu du gouvernement britannique le 19 juin 1947, à titre de don, des marchandises provenant des surplus de guerre d'une valeur de 6 millions de livres sterling, soit 24 millions de dollars (ceci indépendamment de l'aide de l'U.N.R.R.A.). Il a reçu ensuite de l'Australie, le 3 juin 1948, de la laine pour une valeur de 250.000 livres australiennes, soit un million de dollars. Au cours de 1946, le gouvernement polonais a reçu des Etats-Unis et de leurs banques les crédits suivants : un crédit à long terme de 50 millions de dollars et un autre crédit à long terme de la Banque Export-Import. de 40 millions de dollars, tous deux pour des achats de surplus de guerre. Le gouvernement polonais a reçu de la Grande-Bretagne, en avril 1948, un crédit à moyen terme de 24 millions de dollars. Il a reçu ensuite de la banque britannique Kleinworth, Sans et Co. (en 1948), un crédit de 6 millions de dollars, et de la

— 15 —

banque britannique Rothschild, Sons et Co., un crédit à moyen terme de 2 millions de dollars et, en août 1945, du gouvernement suédois, un crédit à moyen terme de 28 millions de dollars. En outre, la Pologne a reçu, en juin 1947, du gouvernement britannique un crédit limité de 60 millions de dollars qui ne fut jamais utilisé.

Elle a reçu également toute une série de crédits sur la base d'accords de clearing, comme par exemple, un crédit de 8 millions de dollars qui lui a été octroyé par la France. Le gouvernement polonais mène actuellement des pourparlers en vue d'un emprunt de 58 millions de dollars à la Banque Internationale de Washington. Si l'on additionne les sommes représentant les dons et les crédits, on constate que le gouvernement polonais a reçu des pays capitalistes d'Occident un total de 175 millions de dollars. Néanmoins, personne n'a le droit d'accuser le gouvernement polonais de déviation vers le capitalisme.

Des crédits analogues ont été octroyés au gouvernement tchécoslovaque. Celui-ci a reçu, en 1946, du gouvernement des Etats-Unis, 50 millions de dollars pour l'achat de surplus de guerre. Il a reçu de la Banque Export-Import, en 1946, un crédit à long terme de 20 millions de dollars et, en septembre 1948, un crédit à moyen terme de 6 millions de dollars du Fonds Monétaire International; il a reçu du gouvernement canadien, en avril 1945, un crédit à moyen terme de 19 millions de dollars; en novembre 1945, du gouvernement britannique un crédit à moyen terme de 20 millions de dollars; en novembre 1945, du gouvernement britannique, un crédit à long ter-

— 16 —

me de 10 millions de dollars pour l'achat de surplus de guerre et un crédit commercial ordinaire de 4 millions de dollars; en mai 1946, de la banque Hambro's, de Londres, un crédit à moyen terme de 4 millions de dollars; en 1946, de l'Égypte, un crédit à moyen terme de 4 millions de dollars; en 1947, de l'Australie, un crédit à moyen terme de 2 millions de dollars; en 1947, de l'Argentine, un crédit à moyen terme de 36 millions de dollars; de la Suisse un crédit de 2,5 millions de dollars; du Brésil, un crédit à moyen terme de 20 millions de dollars; de la Suède, en 1946, un crédit à moyen terme de 7 millions de dollars et de la Nouvelle Zélande, en janvier 1948, un crédit à moyen terme de 4 millions de dollars. Outre ces crédits, la Tchécoslovaquie a reçu des crédits sur la base d'accords de clearing, notamment avec la France, pour un montant de 5 millions de dollars. Elle sollicite également de la Banque Internationale un emprunt de 25 à 50 millions de dollars et, de plus, pour l'année 1949, un nouveau crédit du Fonds Monétaire International de 20 millions de dollars.

Le gouvernement roumain a reçu en 1947 de l'Argentine un crédit à moyen terme de 25 millions de dollars.

Le gouvernement hongrois a reçu les crédits suivants : en 1947, de la banque Rotschild, Sons et Co., de Londres, un crédit à moyen terme de 2 millions de dollars, et en 1946, de la banque Hambro's, Sons et Co., de Londres, un crédit à moyen terme de 2 millions de dollars. De plus, la Hongrie a reçu des crédits importants sur la base d'accords de clearing. Il y a lieu de signaler

également que le gouvernement hongrois a conclu, en septembre 1948, un accord portant sur la construction de camions pour l'Allemagne occidentale qui seront payés en dollars à valoir sur le Plan Marshall, et cela pour un montant de 2.250.000 dollars. La Tchécoslovaquie a aussi livré, pendant le deuxième semestre de 1945, pour 3 millions de dollars de wagons à l'Allemagne occidentale, contre paiement en dollars à valoir sur le Plan Marshall.

Il ne m'a pas été possible de fournir ici des chiffres complets, mais ceux-ci sont suffisants pour montrer toute l'absurdité des accusations lancées par ces pays contre notre Etat bien que celui-ci n'ait en vérité, encore rien reçu de personne qui ne lui eût appartenu en propre. Notre Etat n'a reçu que son or. On peut se demander si les Etats en question ont correctement agi en sollicitant ces crédits. Bien entendu, point n'est besoin de réfléchir longtemps pour voir qu'il était tout à fait légitime pour eux de solliciter et d'obtenir ces crédits, mais qu'il est honteux d'attaquer notre pays et de l'accuser d'une chose qui n'est absolument pas vraie.

Je fournirai maintenant quelques données sur les relations commerciales des pays de démocratie populaire avec les pays capitalistes, car on nous accuse également dans ce domaine de tomber sous l'influence des pays capitalistes occidentaux.

Le 6 juin 1948, la Tchécoslovaquie a signé avec la France un accord sur des échanges de marchandises pour un montant de 11 milliards de francs.

--- 18 ---

La France exportera des machines et des produits électro-techniques, des peignés de laine et des phosphates, et importera des articles industriels, des instruments, des textiles, du verre, des sciages de bois, du coke, etc. Le 22 juin 1948, elle concluait avec l'Autriche un accord sur des échanges de marchandises d'une valeur de 2.200.000.000 de couronnes tchécoslovaques; avec la Belgique, le 29 avril 1948, un accord prévoyant des exportations d'un montant de 1.900.000.000 de couronnes tchécoslovaques et des importations pour 1.700 millions de couronnes tchécoslovaques; avec la Suède, le 30 octobre 1947, un accord sur l'échange de diverses marchandises d'une valeur de 240 millions de couronnes tchécoslovaques; avec la Finlande, le 20 octobre 1947, un accord sur un échange de marchandises d'une valeur de 360 millions de couronnes tchécoslovaques et, le 16 octobre, un nouvel accord valable jusqu'au 30 septembre 1949, pour un montant de 2 milliards de marks finnois. Le 22 juin 1948, elle concluait un accord commercial avec la Norvège; le 1^{er} mars 1948, un accord sur des échanges de marchandises avec l'Islande; le 15 décembre 1947, un accord commercial avec la Turquie; le 16 octobre 1946, avec le Brésil — valable jusqu'en novembre 1948 — et le 30 novembre 1946, avec l'Italie. En octobre 1948, elle concluait un accord commercial complémentaire avec l'Argentine; le 6 octobre 1948, un accord commercial avec le Danemark; le 4 octobre 1948, un accord commercial avec la Bizone, valable un an et d'un montant de 43 millions de dollars; le 21 octobre 1948, un accord commercial avec le Pakistan, valable un an et d'un montant de 500 millions de couronnes

tchécoslovaques; le 25 septembre 1948 c'était avec la Suisse, le 2 juillet 1947 avec l'Argentine, le 27 novembre 1947 avec le Vénézuela, plus quatre accords d'échanges réiproques de marchandises avec la Hollande.

Voici quelques précisions sur les accords commerciaux entre la Pologne et les autres pays. La Pologne a conclu des accords commerciaux avec les pays suivants : le 18 mars 1947, avec la Suède, un accord valable 4 ans et prévoyant un volume d'échanges de 360.000.000 de couronnes suédoises avec la Hollande, un accord commercial valable jusqu'en janvier 1949 prévoyant des échanges d'une valeur de 20 millions de florins hollandais; le 7 juin 1947, avec l'Angleterre, un accord valable jusqu'au 1^{er} juin 1950 pour un montant de 35 millions de livres sterling ; avec l'Autriche, un accord de commerce et de clearing valable jusqu'au 30 juin 1949; le 1^{er} janvier 1948, avec l'Italie ; le 10 décembre 1948, elle signait avec le Danemark un accord commercial d'un montant de 20 millions de zlotys; avec la Norvège, un accord commercial prévoyant des échanges d'un montant de 35 millions de dollars; le 15 novembre 1948, elle concluait avec la Belgique et le Luxembourg, un accord prévoyant des échanges de marchandises d'une valeur de 1.200 millions de francs belges; le 25 novembre 1948, avec la Bizone, un accord commercial sur des échanges de marchandises d'une valeur de plus de 13 millions de dollars. Le 1^{er} décembre 1947, la Pologne signait avec la France un accord relatif à l'indemnisation des avoirs français en Pologne et, le 18 mars 1948, deux accords commerciaux sur des échanges de marchandises d'une valeur globale de 60 millions

— 20 —

de dollars. En 1946, un accord de clearing sur des échanges de marchandises était conclu avec la Suisse; en 1948, un accord commercial avec la Finlande; le 17 décembre 1947, un accord commercial avec la Belgique pour des échanges d'une valeur de 800 millions de francs belges; en juillet 1948, un accord commercial avec la Turquie, prévoyant entre les deux pays des échanges de marchandises; un accord de commerce et de clearing avec l'Argentine pour une somme de 5 millions de dollars, tandis que l'Australie lui ouvrait un crédit de 250.000 livres australiennes pour des achats de laine.

Passons aux accords commerciaux de la Hongrie avec les pays capitalistes. La Hongrie a signé avec la Suède, le 15 octobre 1948, un contrat sur la prorogation de son accord de 1946; avec l'Autriche, un accord commercial valable jusqu'au 31 août 1945; le 5 octobre 1948, elle concluait avec la Suisse un accord de commerce et de clearing valable jusqu'au 30 septembre 1949; le 14 mai 1948, avec la Norvège, un accord commercial prorogé jusqu'au 31 décembre 1948; avec la France, un accord commercial qui, arrivé à expiration le 30 novembre 1948, a été renouvelé jusqu'au 31 mai 1949 et comporte des échanges complémentaires d'une valeur de 4 milliards de francs; avec l'Italie, un accord sur des échanges de marchandises, valable en 1949 et représentant une valeur de 35 millions de dollars; avec le Brésil, un accord commercial pour l'année 1949 d'un montant de 10 millions de dollars; avec l'Israël, un accord sur des échanges de marchandises pour 500.000 dollars; un accord commercial avec le Pakistan, le 3 décembre 1948; avec l'Argentine, le 1^{er} décembre

-- 21 --

1948, un accord commercial valable jusqu'en 1952 et prévoyant des échanges d'un montant de 300 millions de dollars; avec la Grande-Bretagne, en 1947, un accord aux termes duquel la Hongrie s'engage à exporter dans ce pays des denrées alimentaires jusqu'au 31 juillet 1950.

Accords commerciaux conclus par la Bulgarie en 1948. La Bulgarie a signé avec l'Autriche un accord sur des échanges de marchandises en 1949, d'un volume de 6 millions de dollars; un accord de compensation par voie de clearing demeure en vigueur jusqu'à la fin de 1949 et prévoit des échanges d'une valeur de 14 millions de dollars. Elle concluait avec la Hollande, le 2 novembre 1948, un accord de commerce et de clearing pour l'année 1949 qui prévoit un volume d'échanges de 14 millions de guildens; avec l'Italie, un accord de compensation d'une valeur de 2.200 millions de dollars, et avec la Suisse, en 1946, un accord commercial qui a été prorogé jusqu'à la fin de 1949.

Accords commerciaux de la Roumanie : la Roumanie a conclu, le 1^{er} novembre 1948, un accord commercial avec la Belgique portant sur des échanges de marchandises d'une valeur de 1 milliard de francs.

Telle est la situation en ce qui concerne les relations commerciales des pays de démocratie populaire qui nous accusent de faire du commerce avec les capitalistes. Il va de soi que je ne parlerai pas ici du commerce entre l'Union Soviétique et les autres pays, car c'est là une chose tout à fait normale et personne, au pays des Soviets, n'a formulé de griefs contre nous à

--- 22 ---

ce sujet. Si j'ai donné ces renseignements, c'est parce que nombre de personnes mal informées croient vraiment que nous sommes seuls à faire des affaires avec le monde capitaliste et que ces pays ne veulent pas traiter avec les capitalistes ne désirant pas tomber sous l'influence de ceux-ci. Or, il ne s'agit nullement ici d'influence quelconque, mais bien d'échanges de marchandises sur un pied d'égalité, sans aucune concession politique ou autre. Et je crois que c'est ce que nous faisons, aussi bien nous que les pays que je viens de citer.

Je n'ai pas l'intention de vous entretenir, dans mon exposé, de nos relations commerciales, car d'autres camarades s'en chargeront. Je tiens cependant à vous fournir quelques indications sur la nature et le volume de nos exportations de matières premières fondamentales en U.R.S.S. et dans les pays de démocratie populaire. Pendant ces dix derniers mois, il a été exporté en U.R.S.S. et dans les pays de démocratie populaire : 72 % de cuivre (blister); 77,7 % de cuivre électrolytique; 59,5 % de plomb; 97,3 % de zinc brut ; 61,2 % d'antimoine; 72 % de mercure; 100 % de minerai de fer; 96,1 % de minerai de pyrites; 85,2 % de concentrés de plomb ; 57,1 % de concentrés de zinc; 94,1 % de concentrés de pyrites; 62,1 % de ferro-chrome; 93,9 % de chanvre; 73,1 % de soude caustique; 91,9 % de soude ammoniacale; 86,2 % de tannin.

En livrant ces produits à la Tchécoslovaquie, nous avons couvert ses besoins en 1947 dans les proportions suivantes : cuivre, 15 %; plomb, 43,7 %; zinc, 35,4 %; mercure, 49 %; pyrites,

49,7 %; minerais de chrome, 97,4 %; maïs, 26 %.

Ces chiffres, ainsi que la qualité de ces matières premières, montrent que l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire tirent pour le moins autant d'avantages de ce commerce que la Yougoslavie.

J'ai déjà parlé plus haut de la violation des accords et des engagements par certains pays alliés, parce qu'il en était justement résulté pour nous de graves difficultés dans le courant de l'année 1948. Si au moins nous avions pu prévoir qu'une chose pareille était possible, il nous eût été facile d'y parer en nous adressant ailleurs. Mais nous avions confiance en ce pays, ces alliés avec lesquels nous avons conclu des accords, aussi avons-nous été pris de court par cette manière d'agir incompréhensible et inconvenante et avons-nous dû faire des efforts extrêmes pour nous procurer ailleurs, dans les pays capitalistes, les machines dont nous avons besoin. Or il nous fallait pour cela des devises, car personne ne nous eût fait crédit. Nous avons dû demander à nos travailleurs, à nos ouvriers, à notre jeunesse, à nos frontistes, de faire les plus grands efforts, d'intensifier le plus possible le travail d'extraction des divers minerais, de coupe de futaies, et ainsi de suite, afin de pouvoir exporter, vendre et ensuite acheter le matériel dont nous étions privés du fait de cette pression économique inexplicable. Nos cheminots et nos autres travailleurs des transports ont dû déployer des efforts inouïs pour charger et transporter cet énorme matériel, car il fallait agir rapidement afin d'éviter toute perte de temps dans les acquisitions de machines et d'équipements nécessaires.

— 24 —

Voilà quelles ont été les difficultés imprévues que nous avons eu à surmonter cette année et que nous avons surmontées dans l'ensemble.

Or, il semble que le fait d'avoir vaincu, cette année, une fois de plus, toutes les difficultés, ne plaise pas outre mesure, à certaines personnes. Voyant que nous pourrions montrer en fin d'année de bons résultats dans l'exécution de notre Plan quinquennal, il se trouve de nouveaux des gens — par exemple à la rédaction du journal « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire » — qui inventent des pourcentages de 2 à 4 fois inférieurs aux résultats réels que nous avons enregistrés. Les collaborateurs de ces rédactions passent sous silence toutes les déclarations de nos travailleurs qui affirment qu'ils exécutent leurs plans dans les différentes entreprises non seulement à temps, mais même avant les délais prévus. Les données inexactes publiées dans ces journaux et revues, laisseraient donc croire que ce sont nos ouvriers qui mentent, et non pas les prétendus « théoriciens ».

Voyons ce que disent nos ouvriers de leurs exploits dans la réalisation du Plan. Toute une série d'entreprises d'intérêt fédéral, républicain et local, ont exécuté leurs plans annuels bien avant terme. Je me bornerai à citer ici quelques exemples.

Sur 18 entreprises dépendant de la direction du Ministère fédéral de l'industrie lourde qui ont réalisé jusqu'à présent le plan de l'année 1948, les usines sidérurgiques de « Chioré », Smédérovo, Sissak et Yessenitsé, ainsi que l'entreprise

« Litostroï », travaillent déjà depuis la mi-décembre pour l'année 1949, tandis que la mine de Lioubia a achevé l'exécution de son plan annuel le 17 décembre, et le Combinat électro-métallurgique de Chibenik le 20 décembre.

Parmi les fabriques de matériel réfractaire, la fabrique d'argiles réfractaires de Mladénovats avait déjà exécuté son plan le 16 octobre.

Toute l'industrie légère d'intérêt fédéral a réalisé son plan, en ce qui concerne la valeur de la production, le 17 décembre 1948. Le 15 décembre 1948, 6 entreprises (sur 11) de l'industrie chimique, 5 entreprises (sur 11) de l'industrie du verre, 10 entreprises (sur 16) de l'industrie de la cellulose et du papier, 3 entreprises (sur 8) de l'industrie des produits pharmaceutiques, 5 entreprises (sur 8) de l'industrie textile, 5 entreprises (sur 14) de l'industrie du cuir et du caoutchouc, et 8 (sur 12) de l'industrie alimentaire avaient achevé l'exécution de leur plan. De toutes les entreprises de l'industrie du tabac, une seule n'a pas réalisé encore son plan annuel.

Sur 100 entreprises dépendant du Ministère fédéral de l'industrie légère, 53 avaient exécuté leur plan le 15 décembre, de même que 17 grandes entreprises d'importance républicaine. La plupart de ces entreprises avaient déjà exécuté leurs plans annuels au cours des mois d'octobre ou de novembre, notamment : l'entreprise « Zorka », à Soubotitsa, « Elektrobosna », à Yaïtsé, la verrerie de Pantchévo, la fabrique de papier de Souchak, la Fabrique de produits pharmaceutiques « Pliva », la Fabrique « Alkaloid » de Sko-

— 26 —

plié, l'industrie textile de Varajdine, la fabrique de laine de Paratchine, la fabrique de textiles et de coton de Kragné, la fabrique de chaussures de Karlovats, les raffineries de sucre de Tchou-pria et de Vrbas, le Combinat de sucres et de ferments de Belgrade, la raffinerie d'huile « Domatcha » à Vrbas, la raffinerie d'huile de Zagreb, les manufactures de tabacs de Lioubliana, Mostar, Nich, Zadar, Rovigne et ainsi de suite.

Quarante-deux entreprises de bâtiment avaient exécuté leurs plans de l'année 1948 le 15 décembre, à savoir : 17 sur le territoire de la R. P. de Serbie, 7 sur le territoire de la R. P. de Croatie, 7 sur celui de la R. P. de Slovénie, 5 sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine et 5 sur celui de la Macédoine. L'entreprise « La Nouvelle Belgrade », qui est placée sous la direction du Ministère fédéral des Travaux publics, avait atteint à cette date, 126 % de la valeur du plan de l'année.

Dans l'exploitation minière, le plan de l'année 1948 a déjà été réalisé par 25 entreprises. Parmi les charbonnages, il faut citer les mines de charbon brun « Soko » et « Bréza » qui ont exécuté leurs plans respectivement 56 et 45 jours avant le délai prévu, ainsi que la mine de lignite « Ivanéts » qui a exécuté le sien avec 38 jours d'avance. Les plus grandes mines de métaux, Bor, Tréptcha et Méjitse, ont, elles aussi, achevé l'exécution de leurs plans bien avant le terme fixé. La mine de pyrites de Maïdanpek a réalisé son plan 90 jours avant le terme fixé, et la mine de bauxite de Rovigne 102 jours avant. Parmi les autres entreprises, il faut mentionner l'entreprise fédérale de raffinerie de naphte à Riéka.

Dans le domaine de l'industrie forestière, à la date du 15 décembre, 6 exploitations forestières en R.P. de Slovénie avaient réalisé leur plan à 100 %, ainsi qu'une en Croatie, une en Serbie et une en Bosnie-Herzégovine.

Dans la production d'énergie électrique le plan a été réalisé au 15 décembre par 4 centrales électriques fédérales et 25 centrales électriques républicaines, sans compter un grand nombre de centrales hydrauliques et thermo-électriques, communales et industrielles.

Parmi les entreprises de la Direction générale des Chemins de fer, 39 entreprises ont exécuté leur plan annuel avant terme, ainsi que trois entreprises de la Direction générale de la Navigation fluviale. Il y a lieu de citer particulièrement le Dépôt de Zagreb, l'atelier de construction de ponts « Tsrveni Krst » à Nich, le Dépôt de Lioubliana, le Dépôt Djordché Pétrov, la section des camions des Chemins de fer de Sarajévo et de Novi Sad, l'entreprise « Mostogradgna » (Construction de Ponts) à Titel et l'entreprise de dragage de Belgrade.

Parmi les entreprises d'importance républicaine et locale ayant exécuté leur plan au point de vue de la valeur, au 1^{er} décembre 1948, on peut en citer environ 100 en R.P. de Serbie, 177 en R.P. de Croatie, 144 en R.P. de Slovénie, 25 en Bosnie-Herzégovine, 28 en Macédoine et 2 au Monténégro.

Voilà ce que disent nos travailleurs.

Où veulent donc en venir ceux qui calomnient ainsi notre pays et nos travailleurs, malgré les

--- 28 ---

efforts surhumains que déploient ces derniers pour créer au plus tôt de meilleures conditions d'existence pour eux-mêmes et pour les autres, pour réaliser au plus vite le socialisme dans notre pays? Leur seul but est d'abuser l'opinion, de faire croire aux masses laborieuses des autres pays que nous n'édifions, ni ne pouvons édifier le socialisme. Par ces inventions, ils veulent confirmer leur prédictions antérieures, car autrement les masses laborieuses du monde entier ne manqueraient pas de leur demander pourquoi ils ont faussement accusé la Yougoslavie. Afin de camoufler les inexactitudes précédentes, on en invente et on en sert de nouvelles au monde des travailleurs, et on tombe ainsi de plus en plus bas. Mais tout finira un jour par être éclairci et les masses laborieuses des autres pays verront qu'elles ont été trompées. Qui en tirera profit ce jour-là? Uniquement ceux qui haïssent le socialisme et cherchent à rétablir l'ancien système d'exploitation.

Camarades députés, en dépit de tous ces faits, nous pouvons aujourd'hui hardiment rendre compte à notre peuple de nos succès et de nos insuccès en 1948. Nous pouvons montrer, preuves à l'appui, de grands succès et parler sans crainte des fautes qui ont été commises, des difficultés que nous avons rencontrées, de tout ce qui doit être rectifié et entrepris pour pouvoir, l'année prochaine, accomplir efficacement nos tâches et réaliser le plan de la troisième année du Quinquennat.

Il n'est pas de mon devoir, dans cet exposé, de vous entretenir spécialement de questions éco-

nomiques, de vous indiquer ce que nous avons exécuté, pas plus que d'établir des comparaisons avec les années précédentes. Le camarade Kidritch vous en donnera un tableau net dans son rapport. Je me bornerai à vous citer parmi les résultats obtenus, quelques chiffres globaux qui confirment mes affirmations, qui prouvent que nous avons, en substance, réalisé le plan de l'année 1948 à raison de 100,4 %, et cela en dépit de toutes les prédictions de l'étranger assurant que nous ne la réaliserions pas.

Nous nous présentons à cette Assemblée avec des résultats incomplets, car les données et les chiffres ne concernent que ce qui a été fait jusqu'à la mi-décembre environ de cette année. Or, jusqu'à cette date, le plan a été exécuté à 91,9 % dans l'industrie minière d'importance fédérale et républicaine; à 103,2 % dans l'industrie électrique d'importance fédérale et républicaine; à 102,2 % dans l'industrie minière, l'industrie électrique et l'industrie d'importance républicaine en général. L'industrie lourde a réalisé son plan à 97,1 %, l'industrie légère fédérale à 103,3 %, l'industrie minière fédérale à 91,3 % et l'industrie électrique fédérale à 105,5 %. Il y a eu dépassement de plan dans certaines branches de l'industrie telles que, par exemple, la sidérurgie, la production de l'aluminium, du cuivre, des métaux non-ferreux, des textiles, l'industrie électrique, l'industrie alimentaire, l'industrie du tabac, du verre, du papier, des produits chimiques, et ainsi de suite. Il n'y a eu de retard que dans les branches de l'économie où nous étions tributaires de l'étranger, telles que l'industrie du naphte, la fabrication de moteurs, etc., c'est-à-

— 30 —

aire pour la plupart des articles pour lesquels nous dépendions des pays d'Europe orientale, soit qu'ils n'aient pas rempli leurs engagements, comme la Hongrie et d'autres pays, soit qu'ils n'aient pas voulu nous prêter leur concours, c'est-à-dire nous vendre ce dont nous avons le plus besoin.

Lorsque nous aurons ajouté aux résultats déjà obtenus le pourcentage de l'exécution du plan dans la deuxième quinzaine du mois, le dépassement du plan de 1948 atteindra des chiffres encore plus élevés.

A qui sommes-nous redevables d'avoir pu obtenir de si bons résultats, en dépit de toutes les difficultés et de tous les obstacles rencontrés au cours de l'exécution du plan de 1948 ? A nos travailleurs, bien entendu, aux ouvriers et ouvrières des fabriques, des mines, des exploitations forestières, des chantiers de construction, etc. Nous le devons également à notre jeunesse dévouée, aux membres du Front populaire, à notre paysannerie laborieuse. C'est grâce à nos paysans laborieux que nous avons eu, en 1948, des champs bien ensemencés et des récoltes rentrées à temps. C'est grâce à nos paysans laborieux, coopérateurs ou exploitants individuels, que nous avons pu, cette année, assurer intégralement le ravitaillement en pain de nos ouvriers et des autres citoyens laborieux pour les années économiques 1948 et 1949. Le plan du rachat par l'Etat des céréales panifiables a été dépassé de 34 %.

Si nous avons pu obtenir de tels résultats en 1948, nous le devons également à nos spécialistes, à nos savants et à nos novateurs qui, par leur

travail consciencieux et dévoué, ont permis la fabrication dans nos usines et nos ateliers, de nombreux objets et articles industriels d'une importance vitale que nous ne pouvions pas obtenir de l'étranger. Nous avons commencé à construire dans notre pays, par nos propres moyens, et bien plus tôt que nous ne l'avions espéré, nombre de machines et pièces de machines extrêmement compliquées. Mais les résultats de cette activité créatrice de nos travailleurs seront plus apparents encore l'année prochaine. Comment avons-nous pu arriver à produire ces objets dans le pays avant d'en avoir assuré la fabrication par la réalisation du Plan quinquennal ? Nous y avons été contraints par la nécessité; nous y avons été contraints par ceux qui renonçant à nous vendre ces objets et ces machines, espéraient ainsi faire échec à la réalisation de notre plan. C'est précisément cette pression de l'extérieur qui nous a obligés cette année à exploiter au maximum nos propres possibilités. La pression économique exercée sur notre pays a stimulé tous nos travailleurs, mobilisé toutes nos forces créatrices. Nos travailleurs, depuis les plus grands spécialistes jusqu'aux simples ouvriers, ne cessent de chercher et de trouver toujours de nouvelles possibilités très importantes pour notre économie. La leçon de cette année aura été d'une grande utilité pour notre pays, en ce qui concerne la découverte de ses propres possibilités. L'idée que nous devons compter avant tout, sur nos propres forces a pénétré maintenant des centaines de milliers de nos travailleurs. En outre, cette dernière leçon et les résultats obtenus cette année à la suite de la découverte de nos propres possibilités ont raffermi

la confiance de nos travailleurs en leurs propres forces, en leurs propres facultés créatrices. Il n'y a qu'à voir combien s'est développé chez nos ouvriers, nos dirigeants et les autres spécialistes, pendant ces six ou sept derniers mois, l'esprit d'initiative et de recherche dans le domaine de la rationalisation et de l'utilisation de ces possibilités, combien a-t-on inventé et construit de pièces de machines et de machines entières de fabrication compliquée! Rien que pendant le premier semestre, il y a eu, selon les données incomplètes, 440 novateurs et 1.757 rationalisateurs qui ont permis à notre Etat de réaliser une économie de l'ordre de 200 millions de dinars. C'est dans la façon dont furent vaincues ces difficultés que se révèle le mieux l'enthousiasme créateur de nos travailleurs qui assurent le développement de notre économie dans un élan irrésistible.

Camarades députés, dans le domaine de l'instruction publique, nous avons enregistré cette année des résultats satisfaisants mais nous continuons encore à relever de sérieuses insuffisances. Nous aurons encore beaucoup à faire avant de pouvoir nous déclarer entièrement satisfaits. Etre parvenus à ramener, depuis le début de 1948, le nombre d'illettrés de 1.600.000 à 1 million, c'est là certes un bon résultat, mais il n'en reste pas moins chez nous un million d'hommes, de femmes et d'enfants illettrés. La pénurie d'instituteurs, même dans les écoles déjà existantes, constitue le problème le plus grave. Nous devons régler au plus tôt cette question de cadres enseignants, car sans cela, nous ne parviendrons pas à résoudre d'une façon définitive le problème de l'analphabétisme.

D'ailleurs, le problème de cadres se pose également aux écoles secondaires et supérieures. Cela est dû avant tout à l'augmentation du nombre des écoles et des élèves dans ces écoles. Alors qu'il y avait dans l'ancienne Yougoslavie, en 1939 par exemple, 8,956 écoles élémentaires avec 1.498.223 élèves, nous en avons actuellement 12.562 avec 1.630.430 élèves. Alors qu'il y avait, en 1939, 439 écoles secondaires avec 167.848 élèves, nous en avons déjà à l'heure actuelle 1.096 (lycées et écoles primaires-supérieures de sept classes) avec 364.234 élèves.

En 1938-39, il y avait en Yougoslavie 53 écoles professionnelles avec 17.430 élèves, tandis que nous en avons maintenant 248 avec 55.063 élèves. Au lieu de 34 écoles normales avec 3.898 élèves en 1938, nous en avons aujourd'hui 66 avec 18.831 élèves. Les écoles secondaires de culture physique n'existaient même pas en 1939 : nous en avons actuellement trois, avec 373 élèves. Il y avait, en 1939, 21 écoles des Beaux-Arts avec 3.173 élèves; aujourd'hui nous en avons 80 avec 12.644 élèves. Jusqu'à cette année, il n'y avait pas d'écoles techniques pour ouvriers; aujourd'hui nous en avons 11, avec 750 élèves. En 1939, il y avait en Yougoslavie, 29 facultés et hautes écoles avec 17.734 étudiants; nous en avons actuellement 62, comptant 56.805 étudiants. Cette affluence d'étudiants dans les écoles supérieures et les facultés est une nécessité impérieuse car nous avons besoin d'un très grand nombre de spécialistes qualifiés pour notre économie et notre appareil d'Etat en général. Mais c'est justement cette affluence qui, faute de locaux nécessaires, rend l'enseignement difficile, et d'autre part, la question du logement des étu-

— 34 —

dians n'a pas été davantage résolue. Nous devons dès cette année, consacrer la plus grande attention à ce problème et entreprendre la construction de maisons d'habitations et de locaux nécessaires aux étudiants.

Lorsque je parle de la pénurie de cadres enseignants, je pense à toutes nos écoles. Nous comptons, par exemple, dans nos écoles économiques et industrielles, 96.842 élèves et seulement 1.800 professeurs. En outre, nous avons 23.754 apprentis qui n'ont pas encore été incorporés dans les écoles d'apprentissage créées par les entreprises industrielles.

Les progrès réalisés par notre développement industriel exigent un accroissement rapide des cadres techniques, la formation de nouveaux ouvriers qualifiés. C'est pourquoi il a fallu recourir, outre les écoles régulières, à des cours spéciaux pour la formation de cadres professionnels. Pendant les trois premiers trimestres de l'année 1948, 48.444 ouvriers semi-qualifiés sont sortis de ces cours et 31.861 ouvriers semi-qualifiés sont devenus des ouvriers qualifiés. Mais nombre de directions d'entreprises n'ont pas encore vraiment compris l'importance que revêt l'organisation de ces cours pour la formation des cadres techniques. Ce défaut ou, plus exactement, cette négligence, doit être éliminée le plus tôt possible et ce problème, qui présente une telle importance pour notre industrie, doit être résolu dans le plus bref délai.

Et maintenant quelques mots sur notre industrie cinématographique. Celle-ci a produit cette année 51 films documentaires, 4 films artistiques

-- 35 --

(sur 11 qui ont été commencés et dont 3 sont près d'être achevés), 55 films d'actualités mensuels et 52 films d'actualités hebdomadaires; notre plan se trouve ainsi dépassé de 13 films, ce qui est un bon résultat pour notre jeune industrie cinématographique. Alors qu'il y avait en Yougoslavie, en 1937, 343 salles de projection permanente, avec 113.971 places, nous en avons déjà 635 en 1947, et 729 en 1948, avec 218.898 places. Le nombre des spectateurs s'est élevé en 1948 à 57.819.000 personnes, soit une augmentation de 16 millions par rapport à 1947. C'est là une preuve de l'accroissement rapide des besoins culturels des larges masses populaires. Sous tous les rapports, ces besoins grandissent plus vite que nos possibilités de créer les conditions nécessaires à la satisfaction des exigences culturelles toujours plus grandes de la population. Notre jeune industrie cinématographique a de grandes tâches à accomplir et elle devra s'efforcer de surmonter dans le plus bref délai les faiblesses actuelles, surtout en ce qui concerne les cadres techniques et les artistes.

Dans le tourisme, cette branche de l'économie qui est intimement liée aux problèmes culturels, sanitaires, d'hygiène, etc., nous constatons encore de grandes faiblesses. Bien qu'aucune décision n'ait été prise par l'une quelconque des instances suprêmes de l'Etat pour supprimer tous les établissements hôteliers dans le pays, les autorités inférieures ont néanmoins liquidé d'une façon assez irréfléchie tous les établissements hôteliers, du plus modeste au plus important, sans s'être préoccupées d'assumer elles-mêmes, à la place des propriétaires, l'organisation et l'entretien ne

-- 36 --

fût-ce que d'une partie de ces établissements dont l'absence se fait souvent vivement sentir, surtout dans les petites localités où les voyageurs ne savent où loger et où se restaurer. Cette question doit être réglée au plus tôt d'une façon ou d'une autre, car l'impression causée par un tel état de choses n'est pas des meilleures.

Le plan de l'année 1948 prévoyait que 139.000 personnes participeraient au mouvement touristique, mais dès la fin de septembre, ce chiffre atteignait 1.296.000 personnes, soit déjà un dépassement de 13 % du plan annuel. Le nombre des maisons de repos a un peu augmenté cette année, si bien que nous en avons maintenant 32, avec 2.898 lits; 35.000 travailleurs en ont bénéficié cette année, soit deux fois plus que l'année passée.

Le nombre de centres de vacances pour les enfants et la jeunesse a également augmenté, de sorte que nous avons eu cette année, 476 maisons de vacances pour les pionniers et 67 pour la jeunesse, dans lesquelles 114.000 enfants et jeunes gens ont passé leurs vacances, soit 27.900 de plus qu'en 1947.

Tout ceci est cependant encore loin d'être suffisant pour pouvoir satisfaire les besoins de nos travailleurs. Même ce que nous possédons déjà n'a pas été utilisé d'une façon assez rationnelle, car la période en dehors de la saison de vacances proprement dite n'a pas été mise à profit dans les maisons de repos existantes. Il va sans dire que ces données ne concernent que les principales maisons de vacances d'intérêt fédéral et républi-

cain, mais il existe encore dans tout le pays de nombreux centres de vacances d'importance locale dont bénéficient également les ouvriers et les enfants.

Notre Etat consacre la plus grande attention à la sécurité sociale et lui alloue des moyens financiers considérables. Les dépenses totales au titre de la sécurité sociale s'élèvent, en 1948, à 6.505.094 dinars. Sur ce montant, 4.881.912.173 dinars ont été alloués aux invalides. La question des invalides est l'objet d'une attention spéciale. La première année après la fin de la guerre, les invalides se trouvaient dans une situation très difficile car ils tombaient sous la compétence du Ministère de la Prévoyance sociale. Afin de régler cette question le plus tôt et le plus équitablement possible, le Ministère de la Défense nationale dut intervenir et intégrer les invalides dans le cadre de sa compétence. Deux années de travail ardu furent nécessaires pour régler cette question et pour déterminer exactement la qualité d'invalides. Il va de soi qu'il existe encore çà et là diverses irrégularités, mais cependant on est parvenu à mettre assez d'ordre dans cette question et le Ministère de la Défense nationale a transféré cette année le soin des invalides au Comité de la Sécurité sociale. Un règlement positif a déjà été apporté à la question de 82.258 cas d'invalides individuels, et de 210.892 cas de pensions d'invalides. Il reste encore à régler 11.000 dossiers divers. Des revisions effectuées jusqu'à ce jour ont révélé que de nombreux bénéficiaires n'avaient pas droit à une pension d'invalidité, ou étaient dans une telle situation matérielle qu'ils n'avaient besoin d'aucun secours à ce titre. Par contre, il y a encore

-- 38 --

toujours des invalides qui se sont vus injustement privés du secours qui leur revenait. De tels dossiers sont actuellement en cours de rectification et tous les efforts seront faits pour que ces cas isolés soient liquidés au plus tôt.

Depuis l'année 1945 jusqu'à ce jour, 13.133 invalides ont terminé dans les maisons de rééducation professionnelle, différents cours, écoles et apprentissages de métiers, et 20.000 invalides ont trouvé des emplois par l'intermédiaire de leur organisation et des organes du Ministère du Travail. Les invalides ont pris eux-mêmes en main la fabrication de divers appareils de prothèse et satisfont actuellement tous leurs besoins dans ce domaine.

Les invalides ont droit à l'examen médical et aux médicaments gratuits dans tous les établissements sanitaires. En outre, dans le courant de l'année 1948, 13.000 invalides ont fait des séjours dans des stations balnéaires et au bord de la mer.

La Loi sur la tutelle et l'adoption a placé 53.093 orphelins sous tutelle. Sur ce nombre, 2.177 enfants ont été adoptés. Ce résultat n'est certes pas satisfaisant, car il y a encore beaucoup d'orphelins de père et de mère dont on ne s'occupe pas comme il le faudrait, ou dont l'Etat ne contrôle pas encore les conditions d'existence. 12.719 de ces orphelins ont été intégrés dans l'industrie. Ce sont pour la plupart des enfants âgés de plus de 14 ans qui ne réunissant pas les conditions requises pour une autre formation ou pour des études, sont mis en apprentissage.

En outre, dans 158 foyers pour enfants d'âge préscolaire, il y a encore 13.300 enfants. 21 éta-

— 39 —

blissements pour enfants anormaux ont recueilli 1.583 pupilles et 16 asiles d'enfants abandonnés en abritent 1.509. Dans le courant de cette année, environ 114.000 enfants et jeunes gens ont été envoyés passer leurs vacances à la mer ou dans la montagne.

Je dois ajouter enfin que la guerre a laissé des traces profondes sur nos enfants. Le pourcentage des maladies est extrêmement élevé et nous manquons de médecins pour assurer à nos enfants les soins médicaux et l'hygiène dont ils ont besoin.

Le Ministre du Travail vous entretiendra vraisemblablement des questions intéressant la situation de nos ouvriers et employés, et des soins dont ils sont l'objet. Je ne m'attarderai donc pas à vous en donner un tableau détaillé; je m'arrêterai néanmoins sur le problème de la main-d'œuvre qui pour nous est un des plus importants. Au 15 novembre dernier, la main-d'œuvre dans les entreprises se chiffrait par 1.726.891 ouvriers, soit 100.000 de plus qu'à la fin de l'année passée. Bien entendu, ce chiffre est loin de répondre aux besoins suscités par le développement rapide de notre industrie, quoique nous mettions tout en œuvre pour mécaniser l'industrie du bâtiment et l'industrie minière. Si l'on prend en considération que rien que l'industrie lourde fédérale, l'industrie légère, les mines, la marine, l'agriculture, l'industrie électrique et les communications ont actuellement besoin de 60.000 ouvriers environ, et qu'il nous en faudra encore environ 100.000 dans le courant de l'année 1949, on se rend compte de l'importance que revêt pour notre économie,

le problème de la mobilisation urgente de la main-d'œuvre.

Je désire vous dire quelques mots au sujet de la criminalité et de sa régression dans la nouvelle Yougoslavie. En lisant les exposés du Ministère public et du Ministère de la Justice de la R.F.P.Y., nous nous trouvons devant le tableau suivant : la criminalité, qui était très élevée dans l'ancienne Yougoslavie par suite de la misère sociale, a beaucoup diminué. Le nombre d'attentats à la vie des citoyens, de meurtres, de blessures graves et légères — si nous comparons les statistiques de 1947 à celles de 1939 — a diminué de 30 % environ, et le nombre d'attentats à la propriété privée (vol, concussions, détournements, etc.), a diminué de 60 % par rapport à 1939. Cette régression générale de la criminalité dans la nouvelle Yougoslavie, témoigne de l'amélioration économique. C'est la preuve que l'abolition d'un des plus graves fléaux sociaux — le chômage — et le souci apporté par l'Etat à la sécurité sociale ont beaucoup contribué à la régression de la criminalité dans notre pays. D'autre part, on enregistre un certain accroissement de la criminalité, qui résulte de l'acuité de la lutte de classe menée contre les vestiges du capitalisme dans notre pays, notamment du sabotage, de la spéculation et de toutes sortes d'atteintes à la propriété du peuple. Ceci résulte, évidemment, du fait que nombre d'ennemis de la nouvelle Yougoslavie se sont introduits dans l'appareil économique et dans les administrations de l'Etat qu'ils essaient de saper de l'intérieur. Voilà quels sont les éléments qui se révèlent aujourd'hui et viennent augmenter la liste des actes criminels et des con-

damnations. En ce qui concerne l'augmentation du nombre d'actes criminels commis contre la propriété du peuple ou sous forme de spéculation, les statistiques sont les suivantes : en 1947, 10.439 personnes ont été condamnées et punies pour des actes criminels contre la propriété du peuple et 9.314 personnes pendant les trois derniers trimestres de 1948, soit une augmentation de 19 %. En 1947, 25.272 personnes ont été condamnées pour commerce illicite et spéculation et, pendant les trois premiers trimestres de 1948, 22.067 personnes, soit une augmentation de 16 % environ.

Je tiens à vous dire quelques mots sur notre statistique sur le service géodésique, le service hydro-météorologique, c'est-à-dire sur les branches qui jouent un rôle si important dans notre économie et notre Etat en général, mais dont on n'a pas encore parlé jusqu'à présent.

Au mois de juillet 1948, le Gouvernement fédéral a promulgué un Décret instituant un Bureau fédéral de Statistique près la Présidence du Gouvernement de la R.F.P.Y. et de bureaux de statistique dans les républiques populaires. En effet nous ne pouvions, nous accommoder de l'organisation statistique que nous avait léguée l'ancienne Yougoslavie et qui était adaptée aux besoins d'une seule classe, la classe dirigeante, c'est-à-dire la classe capitaliste.

Notre statistique doit être établie sur des bases réelles.

Elle doit répondre aux exigences de l'édification du socialisme. Elle doit donc tendre à être aussi

-- 42 --

exacte que possible, comme l'exige notre économie planifiée, qui ne saurait être menée à bonne fin sans cette exactitude.

En dépit de toutes les faiblesses et difficultés, notre service de statistique a enregistré quelques bons résultats au cours de 1948.

Premièrement, le recensement de la population qui n'avait pas été effectué depuis 17 ans, a été exécuté cette année en un laps de temps extrêmement court, avec le concours des organisations du Front populaire. 120.000 personnes environ avaient participé à cette opération. Deuxièmement, le recensement de l'outillage agricole -- machines et instruments -- permettra de suivre le développement de la mécanisation de notre agriculture. En 1948, les bureaux de statistique se sont livrés à diverses autres opérations, telles que prises de vues des superficies ensemencées, évaluation du rendement et des récoltes, etc. Des renseignements ont été recueillis dans le domaine de la statistique commerciale, de la statistique des prix, de la statistique de l'économie locale. Des enquêtes ont été faites sur le commerce aux prix liés et ainsi de suite.

Le Bureau fédéral de Statistique, secondé par les bureaux républicains, a organisé des cours de deux mois pour les statisticiens destinés à compléter les cadres de ces bureaux.

Selon les tâches déjà accomplies et l'expérience acquise, nos statisticiens pourront obtenir des résultats encore meilleurs l'année prochaine. Mais ils auront à réaliser des tâches encore plus importantes imposées par la nécessité de perfec-

tionner le plus possible notre service de statistique. Or, le perfectionnement et l'exactitude des statistiques ne dépendent pas seulement des statisticiens, mais aussi de tous les dirigeants de l'économie et de l'appareil d'Etat.

De très grandes tâches s'imposent à notre jeune service de géodésie. Notre nouveau système social, ou plutôt la structure économique et politique de ce système impose à ce service des tâches nouvelles. L'ancien système cadastral ne répond plus aux exigences présentes. Il incombe à nos géodésiens de résoudre cet important problème.

Le service géodésique s'est acquitté depuis la libération de nombreuses tâches, par exemple, dans le domaine de la colonisation et de la réforme agraire, de l'amélioration des terrains, de l'électrification, de la construction de canaux, de l'exploitation des régions minières, de la construction de nouvelles agglomérations, de l'aménagement des villes existantes, de la régularisation des cours d'eau, des recherches géologiques, de la construction de lignes de communications, de tunnels et d'autres ouvrages.

La nécessité d'utiliser le service géodésique également dans d'autres branches résulte du fait qu'il n'existe pas de plans pouvant servir à tous les travaux techniques. En conséquence, le service géodésique est appelé à remplir en premier lieu, les tâches suivantes : évaluation de la superficie totale du pays, évaluations géo-physiques, etc. Pour les besoins des travaux d'amélioration qui seront effectués en 1949, il faudra mesurer et lever les plans et les cartes d'une superficie de près d'un million d'hectares.

La Direction hydro-météorologique fédérale a été créée dans le but d'opérer la fusion des services hydrologique et météorologique qui, dans l'ancienne Yougoslavie, étaient séparés.

La tâche fondamentale du service hydro-météorologique est de fournir à notre économie et à notre défense nationale des données aussi exactes que possible sur l'état du temps et le régime des eaux, des prévisions météorologiques, etc., et de pourvoir notre économie de diverses publications, ouvrages, cartes, et statistiques permettant d'assurer les mesures de protection pour les semailles et l'agriculture en général. Je n'ai pas ici la possibilité, car cela me prendrait trop de temps, d'énumérer toutes les tâches de notre service hydro-météorologique, mais il est hors de doute que ses tâches sont multiples et qu'elles doivent être exécutées, comme étant d'une grande importance pour notre économie socialiste qui doit reposer sur des bases scientifiques.

Enfin, je dirai quelques mots sur nos réserves matérielles :

Les besoins de notre édification socialiste et le développement de notre économie exigent que l'Etat dispose de réserves matérielles. La Loi du Plan quinquennal prévoit : « En vue d'assurer l'exécution régulière de ce Plan, et de surmonter les difficultés imprévues, constituer les réserves de matériel nécessaires. En conséquence, construire un réseau d'entrepôts, de silos, de chambres frigorifiques ».

Il a donc été créé auprès du Gouvernement de la R.F.P.Y. une Direction chargée d'assurer les réserves matérielles de l'Etat.

Si j'ai soulevé cette question, c'est parce que nombre de nos camarades — et même des camarades responsables — ont adopté une attitude peu sérieuse en ce qui concerne ces réserves. On n'en comprend pas l'importance énorme. On oublie qu'elles sont nécessaires et qu'en cas de calamités naturelles, telles que sécheresse, grêle, inondations, elles doivent permettre à l'Etat de venir au secours du peuple. Le peu de sérieux apporté à la solution de cet important problème a fait que les entrepôts, les silos et les chambres frigorifiques nécessaires n'ont pas été construits à temps. Il faut en finir avec ces pratiques. Il faut que chacun sâche que nous conserverons précieusement ces réserves pour qu'elles puissent servir en cas de besoin, et que ces entrepôts ne doivent pas être pris pour les boutiques où l'on peut toujours entrer et prendre ce que l'on trouve en stock. Ceci amène beaucoup de gens à consommer sans nécessité et prématurément les contingents attribués.

La R.F.P.Y. compte au total 9.014.645 électeurs, et le Front populaire 7.768.328 membres. Cette organisation politique de masse dont les membres, sous la direction du Parti communiste, travaillent avec discipline, haute conscience et abnégation à l'édification du socialisme dans notre pays, est la garantie certaine que nous continuerons à surmonter, à l'avenir, toutes les difficultés. Le Front populaire a joué un très grand rôle dans la lutte victorieuse contre les difficultés rencontrées en 1948. Si nous examinons les données encore incomplètes relatives au nombre d'heures de travail bénévole et au rendement de ce travail,

— 46 —

nous constatons les résultats suivants : le Front populaire de Yougoslavie a donné en 1948 un total de 305.412.000 heures de travail, ce qui, avec les fournitures de moyens de transport, représente un montant de plus de 7 milliards de dinars. La Serbie a fourni 130 millions d'heures de travail, la Croatie 67.550.000, la Slovénie 27.292.992, la Bosnie-Herzégovine 36.303.370, la Macédoine 17.494.177, le Monténégro 26.772.059. C'est là une contribution énorme de l'exécution de notre Plan quinquennal, qui illustre clairement le rôle du Front populaire dans l'édification du socialisme dans notre pays.

Notre glorieuse jeunesse a donné également, cette année, la pleine mesure de son héroïsme au travail. 216.767 jeunes ont participé aux diverses actions de travail de grande envergure telles que : l'autostrade « Fraternité-Unité ». La construction de la Nouvelle Belgrade, la ligne de chemin de fer Koutchévo-Broditsé, la ligne Nickhitch-Titograd, les centrales hydrauliques de Mavrovo et de Nova Goritsa, l'usine de Jéleznik, le Combinat de Métaux de Sarajévo, l'usine « Yédinstvo » en Croatie, la construction des cités de pionniers à Zagreb, Sarajévo et Lioubliana, ainsi que différentes autres actions analogues. Un demi-million de jeunes gens et de jeunes filles ont prêté leur concours à l'édification de foyers coopératifs. La jeunesse a fourni, dans toutes ces actions, 95.195.000 heures de travail. C'est là une contribution immense de notre jeune génération à la réalisation d'un avenir plus heureux pour elle et pour les générations futures.

De cette tribune, j'adresse mes remerciements à tous nos travailleurs et surtout à notre jeunesse

qui, par son travail bénévole, a considérablement accéléré l'édification de notre pays et nous a ainsi rapprochés du but final commun.

Camarades députés, j'ai peu parlé dans mon rapport, des diverses faiblesses et irrégularités rencontrées dans le travail, mais il ne faut pas croire pour cela que je n'aurais pas beaucoup à dire à ce sujet. Bien au contraire, mais cela dépasserait le cadre de mon exposé. Je m'en remets au Président de la Commission de contrôle qui vous entretiendra plus en détail de cette question, car il existe, en vérité, de nombreuses irrégularités surtout en ce qui concerne l'attitude incorrecte à l'égard des travailleurs, et souvent des meilleurs travailleurs, manuels et intellectuels. Il y a aussi des cas d'attitude incorrecte à l'égard de la propriété du peuple, des cas de gaspillage, etc. Ces irrégularités apparaissent aussi bien dans l'économie que dans l'appareil d'Etat et le pouvoir populaire. La rapidité et la tenacité avec lesquelles le bureaucratisme prend racine tiennent vraiment du miracle. Beaucoup de dirigeants et de fonctionnaires ont tôt fait d'oublier qu'ils ont affaire à des êtres vivants, et non à de simples numéros matricules et ne soucient guère des besoins et de l'existence des citoyens. Nous devons sévir sans perte de temps pour empêcher le mal de s'aggraver.

Camarades députés,

Quelles sont nos tâches essentielles pour l'année 1949 ? Le chapitre des investissements du budget de 1949 indique que nous devons faire de grands efforts pour réaliser le plan de l'année.

— 48 —

Nous sommes bien décidés, car la situation où nous nous trouvons nous y contraint impérieusement, à engager toutes nos forces dans la construction de notre industrie lourde, base de notre économie et gage de son développement ultérieur. Le Plan quinquennal avait prévu que nous édifierons l'industrie lourde avec l'aide de nos alliés, c'est-à-dire que nous recevrons des machines pour notre industrie lourde en vertu des accords d'investissements que nous avons conclus avec eux. Il n'en est plus question maintenant, ces accords d'investissements n'ayant pas été exécutés. Nous devons donc nous employer nous-mêmes, sans hésitation et avec la plus grande énergie, à la réalisation de cette tâche fondamentale.

Déjà en 1948 notre industrie avait dû assumer des tâches très lourdes en ce qui concerne la construction de différentes machines et pièces de machines pour notre industrie lourde et pour nos mines. D'après les résultats obtenus, il semble bien que nous sommes à même de produire nous-mêmes beaucoup de choses. En conséquence, au cours de l'année prochaine, nous allons consacrer la plus grande attention à notre industrie lourde. Cette industrie a besoin de nombreux cadres techniques, d'ingénieurs et de spécialistes; nous les prendrons là où il sera possible de s'en passer et nous les affecterons à l'industrie lourde. Cette industrie aura aussi besoin de beaucoup d'ouvriers; nous les lui donnerons de préférence, car il en va de l'exécution du Plan quinquennal. Notre industrie aura, en outre, pour tâche de commencer la fabrication de machines agricoles dont nous avons un besoin pressant en vue de l'élévation du niveau technique de notre agriculture.

— 49 —

Une autre tâche importante qui nous est assignée pour 1949 est la mécanisation et la rationalisation de notre industrie minière. Cette industrie a une importance considérable pour la réalisation de notre Plan quinquennal et l'édification du socialisme dans notre pays. Elle doit couvrir non seulement les besoins du pays qui croissent de jour en jour, mais elle doit être aussi une source d'exportations et nous permettre l'achat de différentes machines. Nous avons décidé de ne pas exporter l'an prochain de denrées alimentaires telles que froment, viande, matières grasses etc., car nous en avons nous-mêmes un grand besoin. C'est pourquoi un fardeau plus lourd retombera sur notre industrie minière. Nos mineurs devront donc nous donner le plus possible de charbon, de plomb, de cuivre, de mercure, d'antimoine, de manganèse et d'autres métaux, afin que nous puissions acheter à l'étranger des machines et des biens de consommation sans être obligés de vendre nos denrées alimentaires.

Ce que j'ai dit pour l'industrie lourde vaut également pour l'industrie minière qui aura, elle aussi, la priorité en ce qui concerne les cadres et la main-d'œuvre. Il sera nécessaire de prendre des mesures aussi efficaces que possible en vue de la mobilisation de la main-d'œuvre pour les mines. Le nombre de nouveaux ouvriers nécessaires à l'industrie minière est extrêmement élevé. Il faudra s'efforcer de persuader ceux de nos mineurs qui prennent trop souvent des congés et pratiquent l'absentéisme qu'ils causent ainsi un grand préjudice à notre économie.

Il va de soi, d'autre part, que l'Etat devra construire pour les mineurs cette année le plus de

-- 50 --

logements possible et améliorer leurs conditions d'existence.

La troisième tâche extrêmement importante que nous aurons à remplir en 1949 a trait à l'édification de notre industrie de guerre, la construction de logements pour les officiers et sous-officiers. Jusqu'ici, l'Armée a été le moins favorisée à ce point de vue. Le budget militaire de 1949 prévoit une amélioration sensible aussi du fait qu'il a été trop peu prévu, dans le budget de l'an dernier, sous le chapitre de l'édification capitale pour les besoins de l'armée. Il y a eu un manque de compréhension à cet égard et les prévisions du plan ont été réalisées à moins de 50 %.

La quatrième tâche très importante qui se pose devant nous en 1949 est l'amélioration de nos communications ferroviaires qui sont appelées à satisfaire le besoin croissant de moyens de transports. Nous devons cette année nous consacrer de plus en plus à l'amélioration des lignes existantes, au remplacement des rails et des traverses, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail et d'existence de nos ouvriers et employés des chemins de fer.

Le cinquième objectif concerne notre agriculture. Nous devons apporter le plus grand soin, l'année prochaine, au développement de notre économie rurale car, dans son état actuel, elle n'est pas en mesure d'accomplir ses tâches. Vers les villes et les fabriques, affluent des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs dont nous devons assurer l'alimentation. Il faut développer les coopératives déjà existantes et en créer de nouvelles. Ces coopératives doivent être approuvées.

sionnées en machines agricoles, en engrais, etc. Les machines agricoles et les engrais doivent également être cédés aux paysans quiensemencent honnêtement leurs champs et remplissent leurs engagements envers l'Etat.

Je dois souligner ici que nos exploitations agricoles socialistes auront, l'année prochaine, à affronter des tâches d'une ampleur et d'une importance particulières. Elles devront fournir à nos villes et à nos centres industriels, le plus possible de viande, de volaille, de matières grasses, de légumes, de fruits, etc. En conséquence, les directions des domaines agricoles d'Etat devront énergiquement mettre tout en œuvre pour résoudre cet important problème.

En vue de l'augmentation de la superficie ensemencée, nous devons entreprendre l'année prochaine la construction du canal Danube-Tisza-Danube, afin d'accroître la fertilité de notre grenier de blé, la Voïvodina. C'est là une grande entreprise, difficile à réaliser, mais notre économie l'exige.

Nous devons aussi, pour avoir de nouvelles superficies à ensemenecer, procéder à l'assèchement de Lognisko-Pobé, ce qui nous permettra de mettre en valeur environ 160.000 hectares de terre arable.

Enfin, nous envisageons également pour 1949 l'assèchement du Lac de Scutari. Ces travaux nous donneront les terres nécessaires à la culture du coton.

Pourquoi ai-je indiqué ici par ordre d'importance les tâches qui nous attendent? Je l'ai fait

— 52 —

pour que tous nos travailleurs, tous nos dirigeants, aussi bien dans les entreprises fédérales que dans les entreprises républicaines ou locales, sachent ce qui leur reste en 1949. L'année prochaine, nous ne pourrons pas étendre notre édification capitale aussi largement que l'an dernier où l'on avait dépassé les prévisions du plan, sans beaucoup se préoccuper de savoir, premièrement, si l'on disposait d'une main-d'œuvre suffisante et, deuxièmement, s'il y avait des matériaux, — du ciment, du bois, des briques, du fer et ainsi de suite, — en plus des quantités prévues par le plan. Voilà ce qui doit retenir toute notre attention l'année prochaine. Il faut que nous sachions que les matériaux — ciment, bois, briques, fer, etc. — sont destinés tout d'abord aux tâches que je viens d'énumérer. Ensuite, nous devons construire le plus de logements possible pour nos travailleurs des villes, des usines, des mines, etc.

Je sais qu'il règne un grand esprit d'initiative parmi nos travailleurs, mais je leur demande de patienter une année et de s'atteler tous comme un seul homme à l'exécution des tâches que j'ai indiquées plus haut. Si nous nous y tenons tous et si nous nous employons de toutes nos forces à la réalisation de ces tâches, nous n'aurons pas à craindre de ne pouvoir réaliser notre Plan quinquennal.

Je m'adresse à nos ouvriers et ouvrières, à nos spécialistes et savants, à notre admirable jeunesse, et je les invite à prendre conscience de ces faits et à travailler avec dévouement, en véritables travailleurs de choc, dans leur propre intérêt, dans l'intérêt de tous les travailleurs de notre pays, pour

-- 13 --

l'édification du socialisme et pour un avenir plus heureux. Je m'adresse également à nos honnêtes paysans laborieux, pour qu'ilsensemencent leurs champs le plus et le mieux possible, pour qu'ils élèvent le plus de bétail possible et livrent leurs produits à l'Etat, afin d'assurer le ravitaillement de nos travailleurs des usines, des mines, des chantiers de construction, afin de créer le plus efficacement et le plus facilement les conditions nécessaires à une vie meilleure de nos citoyens laborieux.

Camarades députés,

Je n'ai fait, dans mon exposé, que traiter dans les grandes lignes les questions que je crois revêtir une importance capitale, mais il y en a encore d'autres, tout aussi importantes, dont je ne vous ai pas entretenus car elles vous seront exposées en détail par les autres camarades ministres dans leurs rapports et par les camarades au cours des débats.

En terminant, je puis vous dire que, quelles que soient les difficultés qui nous attendent, nous les vaincrons et nous sortirons victorieux de notre lutte ardue pour la réalisation du Plan quinquennal, pour la réalisation du socialisme dans notre pays. L'unité et la haute conscience de nos citoyens laborieux, l'unité de notre Parti communiste en constituent le gage le plus sûr ».

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140013-2

Imprimerie RICHARD
24, rue Stéphenson
Paris (XVIII^e)
Tél. Mon. 88-26 et 88-27

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140013-2